



Croissance, décroissance ? Quel sens donner au développement ?

Les invités

M. Colm FOY : OCDE

- irlandais
- travail au centre de ddé de l'OCDE
- formation de journaliste
- 15 ans en Afrique étudié la guerre
- correspondant pour un grand quotidien irlandais à Paris
- recruter par le centre de développement de l'OCDE

L'OCDE définit des politiques de développement pour les pays de l'OCDE et les pays en voie de développement.

M. Antoine MALAFOSSE : CCFD

- 46 ans
- ingénieur
- travail dans l'aide au développement : en Afrique : Tchad, Ghana
- il travaille au CCFD depuis 6mois : première ONG française pour le développement, appui et solidarité aux pays du Sud
- il représente l'avis d'une ONG qui a 47 ans d'expérience en Afrique, Amérique du Sud, Asie

M. Voiturier : CIRAD

- CIRAD : centre de recherche pour l'agriculture et le développement
- il a travaillé à l'IDRI : Impact du commerce sur l'environnement et les changements climatiques

Jacques Attali

Sarkozy : constat les faiblesses économiques payés par les plus faibles.

Pour lutter contre le déclin, il faut libérer la croissance.

Les questions

Qu'est ce que le développement ?

OCDE :

- mot qui ne veut plus rien dire car il est utilisé à toutes les sauces
- il ne se résume pas à la croissance économique bête et brutale
- c'est le développement de tous les aspects de l'être humain en tant qu'individu et être social participant à une communauté, une société.
- C'est répartir les richesses produites par la croissance économique → le travail d'un Etat fort est de réguler la croissance et faire qu'elle profite d'abord aux plus vulnérables

CIRAD :

- Il utilise la définition que leur apporte les politiques et les institutions suite au débat des années 50-60 sur la division du travail : quel pays produit quoi ? Les pays en développement revendiquent un modèle de structures commerciales au sein de leur pays (protectionnisme).
- Ce modèle est mis entre parenthèse en 70 car il n'a pas fonctionné dans les pays qui l'ont mis en œuvre : les pays latino-américain par exemple ou en Afrique sud-saharienne. Le modèle protectionniste n'a fonctionné qu'un temps. Mais il a fini par échouer car les pays du Nord ont fait face à des problèmes de croissance très lourds notamment avec les chocs pétroliers. D'où tout le monde a eu une politique de croissance à ce moment là. Cela redevient une priorité aujourd'hui dans les négociations commerciales notamment à Doha (inauguré après le 11 septembre). Tous les pays démocratiques ont voulu inclure dans le développement, les pays en développement.
- Le développement des pays en voie de développement est important pour les pays développés, pour qu'ils parviennent à se développer ou à ce maintenir. C'est pourquoi, faire rentrer dans les négociations des pays en développement afin de favoriser leur développement et le développement des pays membres est un objectif des négociations.
- On cherche un consensus pour que la croissance profite aux pays en développement et aux pays développés mais l'objectif n'est pas clairement défini.

M.FOY (pas au nom de l'OCDE) :

Nous ne sommes pas pauvres (nourriture, eau, pas de guerres), vie confortable dans l'Europe. Ce n'était pas comme ça il y a 500 ans. Dans les pays les moins avancés du monde la situation européenne d'il y a 500 ans subsiste.

Il y a toutes la gamme entre le confort de vie que nous vivons actuellement et le niveau de vie des pays les moins avancés.

Le développement n'est pas l'aide. (Pour lui l'aide est une aberration, car c'est un transfert de fond d'un pays vers l'autre avec un but qui n'est jamais atteint). Tous les pays qui ont touché des aides ne se sont pas développés.

Le développement est un processus qui vise à développer la prospérité d'un pays : égalité entre les sexes, ... Peut être y a-t-il des limites. C'est processus qui poussent à la connaissance du monde qui nous entoure (communication, information) et vers la liberté (personnelle, de l'esprit, de la société politique). On n'est pas dans un état de liberté totale en France, mais on avance vers un monde plus libre où les discussions peuvent se faire.

La croissance n'emmène pas vers le développement ni la réduction de la pauvreté. Elle n'est pas mécaniquement faite ainsi. Mais sans la croissance on ne peut réduire la pauvreté, ni développer, ni avoir un monde prospère.

Comparaison à l'eau du robinet : s'il n'est pas buvable il faut la traiter mais ce n'est pas parce qu'elle est buvable que l'eau est bien utilisée.

Si vous ne faites pas de l'aide en Afrique, que faites vous ?

M. FOY :

Ca dépend. En ce moment, il y a l'ATRA sur l'efficacité de l'aide car l'aide n'a rien produit mis à part de la corruption. Alors que faire ? Conseil, ouverture du marché, réduire la protection de la propriété individuelle, partenariat (peut être inégale) qui permet un développement...

Il est important pour les pays développés que la croissance continue.

La moralité est un très pauvre moteur économique et social.

CCFD :

Il y a quand même des endroits où ça marche, des modèles locaux qui ont fonctionnés.

L'inefficacité de l'aide est importante : Mauvaise gouvernance des Etats, procédure administrative des bailleurs de fond (on n'ose pas donner car il faut contrôler l'utilisation qui a été faite de l'argent que l'on a donné et finalement, la somme que l'on utilise pour contrôler et supérieure à la somme que l'on a donnée.

Toute l'aide au développement donné par le FED aux pays ACP deviennent ubuesque car chacun contrôle l'autre. 100 milliards de \$ par an donné par les pays de l'OCDE.

Topo FED :

Le Fonds européen de développement (FED) est l'instrument principal de l'aide communautaire à la coopération au développement aux États ACP (les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) ainsi qu'aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Le traité de Rome de 1957 avait prévu sa création pour l'octroi d'une aide technique et financière, initialement aux pays africains toujours colonisés à cette époque et avec lesquels certains États ont eu des liens historiques.

Bien que, suite à la demande du Parlement européen, un titre soit réservé pour le Fonds dans le budget communautaire depuis 1993, le FED ne fait pas encore partie du budget communautaire général. Il est financé par les États membres et est soumis à ses propres règles financières et est dirigé par un comité spécifique. L'aide octroyée aux pays ACP et aux PTOM continuera à être financée par le biais du FED pour la période 2008-2013.

Chaque FED est conclu pour une période d'environ cinq ans. Depuis la conclusion de la première convention de partenariat en 1964, les cycles des FED suivent, en général, ceux des accords/conventions de partenariat.

Les transferts de dettes des pays pauvres vers les autres pays.

Les transferts de la Chine, l'Inde, qui commencent à donner beaucoup, vers les pays en développement...

Dans les mécanismes financiers, les pays de l'OCDE transfèrent de moins en moins d'argent vers les pays pauvres. Les pays pauvres préfèrent partir en Chine, ils récupèrent plus en un voyage qu'avec quelques années d'aide de l'OCDE. (Si quelqu'un sait comment dites-le moi merci ! Ca peut toujours être un bon plan, qui sait ?)

Travail sur l'annulation de dettes.

Comment l'Inde voit-elle le fait que la France veuille sécuriser ses frontières ?

Le problème des tarifs et des frontières est posé depuis le Moyen Âge et encore actuellement avec les pays africains notamment. Quand l'Europe soutient la PAC c'est un désastre pour les pays en voie de développement. Mais le lobby français est très fort ce qui permet le maintien de la PAC. Les pays en développement ne peuvent pas exporter leur produit.

Toute entrave au commerce est mauvaise à la longue. Par exemple, au Brésil, l'importation de produit informatique fut interdite car il y avait une production locale. Toutefois, l'industrie brésilienne est devenue inefficace (pas de pression de la concurrence). Un coup l'Etat a fait sauter les barrières.

Point de vue personnel : il pense qu'il faut maintenir une certaine protection lors du développement puis ouvrir les frontières.

CIRAD :

Contrairement à ce que l'on espérait dans les modèles de la croissance économique due à la libéralisation, on trouve des bénéfices surtout aux pays développés. Les interventions de l'Etat (droit de douanes) sont bénéficiaires aux Européens.

Revue faite par Max Visbraut, grosse polémique

Dans le cycle de Doha, on annonçait une libéralisation agricole qui aurait permis un gain de 300 milliards dans la situation de free trade (par de subventions ni de droit de douane). Mais finalement, ce n'est pas ce qui se négocie...

Les pays en développement gagnaient **proportionnellement** plus que les pays développés. Les PMA qui ont accès à tous les produits sauf les armes, font rentrer leurs produits sans droit de douane. Ceux qui y gagnent le plus ce sont les pays en développement.

La libéralisation fait monter les prix.

L'accès au marché est nécessaire, mais ne remplacera pas la stabilité institutionnelle et politique combinée aux installations qui permettra au pays en développement de se développer.

Selon la Conf' (Confédération Paysanne) et la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles), « la protection est bonne pour tout le monde ». C'est faux !

Pour vous c'est faux que la PAC étouffe les PMA ?

Oui c'est faux. Les produits exotiques rentrent sans droit de douane. Si pas de PAC, augmentation des prix des produits, et les PMA ne pourraient plus se nourrir.

Les PMA ont une recette d'exportation peu élevée. En effet, on ne trouve que quelques produits (de leur production) traditionnels sur le marché alors que, chez eux, la demande urbaine se porte sur les produits produits en climat tempéré donc la valeur d'importation

alimentaire plus importante que les valeurs d'exportations et elle est définie par nos prix d'exportation. (Oups téléphone de sa maman ! Trois secondes, il éteint son portable ! 😊). Ce qu'il faudrait, ce serait remettre une agriculture vivrière importante dans ces pays.

M. Malafosse : il ne suffit pas de changer les curseurs pour que ça aille mieux. Ce sont plutôt des comportements au niveau local qui peuvent faire évoluer les choses. Si les gens de Bamako consommaient des produits locaux (mil) plutôt que du blé, cela changerait les choses. Si l'image que leur donnait la télé, les infos, n'était pas présente et fautive, cela ne leur ferait pas changer leur façon de vivre et leur consommation. Il ne faut pas nier les valeurs universelles (égalité entre l'homme et la femme, entre les générations, droit à l'eau et l'énergie) mais sans oublier que chacun a droit à ses habitudes locales. On peut aider les pays pauvres à conserver leur vie locale, leur manière d'être et de vivre.

Quelle est la prise en compte de la vie locale par les ONG ?

Le discours entre le CIRAD et la banque mondiale est de prendre en compte les personnes qui ont les pratiques locales. Il y avait des ateliers de diagnostics pour la banque.

Après il y a distribution entre agriculture et non agriculture par les personnes d'ici et de là-bas, d'où critiques.

Dans les politiques,...

En Afrique, l'initiative de la FAO est de promouvoir l'agriculture comme secteur productif moteur de la croissance → pour cela, on sensibilise les ministres des finances et du commerce de chacun des pays (africains).

Il y a des chercheurs en sciences sociales, cherche les limites...

Et des ingénieurs qui continuent dans la vieille idée que le progrès technique et l'innovation sont très importantes.

Sorte de romantisme dans la collectivité locale. En France, on n'en n'est plus au village d'Astérix. La France garde l'identité.

Ebi CACABIAU, « la raison pour laquelle nous nous battons pour la libération de notre pays c'est parce que le développement de notre culture a été interrompu par le colonialisme ». Sinon le pays aurait trouvé son développement.

Il faut prendre en compte la culture de l'autre pays mais avec les yeux de notre pays. Par exemple, si la coutume est de laminer des femmes violées, on ne peut l'accepter. Il ne faut pas perdre de vue l'objectif. Si on est obligé de faire des investissements dans l'agriculture d'un pays, il faut avoir une cible. Il ne faut pas arriver dans un pays avec un plan tout fait pour remonter l'économie.

Quels sont les intérêts des pays riches au développement des pays qui le sont moins ?

Ce n'est pas durable si l'on n'aide pas. On ne peut continuer à consommer 10 fois plus que ceux qui sont de l'autre côté de la méditerranée sans qu'ils ne réagissent. Quand je vais en Afrique, je m'étonne qu'ils ne soient pas plus violents. Quand ils regardent la même chose que nous à la télé, c'est étonnant qu'ils ne cassent pas tout.

On a la sensation que l'on atteint le maximum de richesses chez nous. Mais les pauvres deviennent encore plus pauvres. Les écarts s'accroissent. Il y a des conflits (Congo, frontière Rwanda Burundi) qui sont très violents et dont on ne parle pas. En France, on vit dans une bulle, il faut lutter contre la pauvreté et la faim mais en France, on ne regarde pas le reste. Grâce aux problèmes environnementaux, on se rend compte des autres.

L'aide publique au développement, c'est la transition pendant le processus d'indépendance. Les justifications des dépenses, pour des raisons de sécurité, de développement durable et de flux migratoires, il faut réduire la pauvreté.

Il y a quand même un argument moral.

Le monde est interdépendant. Aucun pays ne peut se tenir tout seul même la Chine. Si l'OCDE s'intéresse aux pays non membres c'est parce que l'économie des pays de l'OCDE dépend de l'économie des autres pays. Notre prospérité dépend d'une croissance continue. Or cela ne peut pas continuer si les autres pays ne croissent pas.

Quelques conséquences de l'aide au développement

- concurrence imbattable, maintenant que l'on a aidé les pays à se développer, ils inondent nos marchés de produits à des prix imbattables. Tant pis. Nous fonctionnons sur l'innovation. C'est la dynamique internationale de développement des pays qui font marcher l'économie...
- C'est la Chine et l'Inde qui tirent la croissance mondiale sans laquelle nous ne pouvons croître. Donc l'aide est essentiel.
- Il y a un impératif politique
- L'opinion publique et le développement oui à 80%

Dans les zones où il pourrait y avoir des conflits, ne pensez-vous pas que la guerre permet la vente d'arme produite par des pays développés et ainsi la croissance des pays développés (guerre → vente d'armes → croissance des pays développés)? Une croissance infinie est-elle possible ?

Oui, une croissance infinie est possible. L'économie française c'est 80% de services : produire des richesses avec de moins en moins de ressources.

Le pari est d'innover c'est-à-dire utiliser de moins en moins de matières premières pour créer de la valeur.

La croissance ne suffit pas au bonheur. Le bonheur matériel n'est pas suffisant pour créer le bonheur. Il faut créer de la richesse au niveau mondial mais ce n'est pas suffisant. Il y a une sorte de moralité. La vente d'arme n'est pas tolérable au point de vue moral. Si l'on veut assurer un bonheur pour nous que pour les pauvres, il faut se donner quelques règles humaines et morales. Il faut être respectueux de ce qui se passe ailleurs.

Réaction face à la remarque de Nicola Sarkozy : Dire qu'il y a un déclin relatif de la France, et que cela amène au déclin de la France...

On ne doit pas être des champions du PIB. Ce n'est pas la place du PIB qui montre la place dans le monde. Ce sont les idées qui permettent l'influence. A Bali, à la réunion pour préparer l'après Kyoto, la France s'est faite remarquée par un absentéisme hallucinant. L'un des représentants français a passé son temps à la piscine. Les autres se sont battus comme des pieds. Le soir, au JT, on a vu un reportage de 40 min sur le Grenelle de l'environnement. A l'extérieur, sur la question de l'environnement on est mort. On n'est pas sérieux. Ce n'est pas avec un PIB que l'on va s'en sortir.

Que pensez-vous de l'établissement de la taxe tobine (taxe sur les billets d'avion), sur les transferts financiers comme solution pour financer le développement ?

Les choses ne se passent pas comme ça. Les Etats ne se mettront pas d'accord sur un tel accord. Le système international des finances est très complexe. La « Tobin tax » est spéculative elle ne touche pas tous les échanges. Ce n'est pas une solution.

On a fait une étude. Certains marchent mais produisent peu. Ceux qui peuvent produire beaucoup ne marche pas.

Concrètement comment agissent-elles et sur qui ? Comment vous faites avec quels organismes pour apporter du progrès technique ?

Le CIRAD a travaillé historiquement avec des centres de recherche nationaux. Mauvaise gestion du budget de l'Etat a provoqué la fermeture de ces centres nationaux. L'aspect technique est donné à de petits laboratoires de recherche dans la pays en voie de développement ou à de grands organismes internationaux. Il y a des compétences mais pas au bon endroit. La priorité devient : les pays doivent définir leur politique. Un état doit être légitime, et pour cela il doit se financer.

Cercle vicieux : tant que l'état n'est pas légitime, on ne lui donne pas un rond, il ne peut se développer, et ne devient pas légitime.

Avec le cash, on peut accéder à un peu de légitimité.

Localement, pour le CCFD, la technique n'est pas un problème. On trouve toujours des ingénieurs. Le problème est de mettre en relation les personnes qui permettent un développement local. Au Burundi, le CCFD a favorisé la mise en place d'un laboratoire de recherche pour développer la miciculture (comment ça s'écrit ?). Le CCFD a mis en relation les chercheurs avec les paysans. Des tas d'avantages ont fait que la culture a pu se développer. Les organisations paysannes ont pu se développer à partir de là. L'un des membres du laboratoire est parti en formation en Chine. C'est un exemple d'initiative local : mise en relation des acteurs, petites aides financières, les organisations paysannes se structurent et se développent.

Plein d'actions à petites échelles, qui permettent de structurer le pays ? Au CIRAD quand on a étudié quelque chose sur un pays, comment s'applique les recherches économiques de grandes échelles sur les pays ?

Cela dépends qui est le donneur d'ordre.

Si c'est le chercheur, une fois sa recherche faite, il l'envoie à une revue pour être publiée et bien évaluer par ses aînés. S'il souhaite que cela se diffuse et que cela soit entendu par des politiques. Les chercheurs sont obligés de restituer les résultats à l'administrateur qui en fait ensuite l'utilisation qu'il veut.

Pour la carrière d'un chercheur, ce qui compte c'est le travail de recherche, la publication et validation par des aînés. C'est ce qui fait que les recherches ne sont pas toujours celles qui sont importantes pour les sujets d'actualités.

Trop peu d'imitation des pays. Quand il y a des solutions économiques dans un pays, il y a peu d'imitation par les autres. Parfois une imitation pourrait marcher parfois non. Très souvent, ceux qui travaillent sur le terrain travaillent sur un petit monde. Est-ce que mon projet a marché ? Il y a une déconnection entre la théorie, la recherche et la pratique. Le

problème est généralisé. Les politiques ne pensent pas que les réflexions des universitaires sont utiles pour eux (aussi parce qu'ils ne les comprennent pas). Les universitaires ont un langage incompréhensible. Les politiques ne lisent pas plus de deux paragraphes. Pour les sherpas qui conseillent les ministres on a le droit à 2 pages. Alors que ceux qui donnent les papiers donnent de 50 pages, voir 500 pages.

Que pensez-vous de l'annulation de la dette des pays pauvres et demander à ceux qui l'ont utilisée de la rendre...

Point fait par CCFD : rapport (avec la collaboration de l'association Survie)

Point de loi internationale très difficile.

Certains ont réussi à geler des avoirs mais la plupart des biens mals acquis restent disponibles.

Le vrai problème n'est pas l'annulation de la dette. Le capital a été remboursé il y a longtemps, il ne reste plus que les intérêts. En plus cela valorise les états qui ont donné donc il ne se passe rien et tout le monde est content.

Maintenant, on veut donner de l'argent.

Une fois que l'argent passe du donateur au destinataire, il ne peut plus y avoir de retour.

Tous les pays devraient savoir faire leur compte.

Il ne faut pas remplacer la dette par des dons, mais la dette par des emprunts intelligents (à taux faible, ...) pour aider des pays à gérer leurs dettes.

Est-ce que les microcrédits seraient des solutions ?

Ca fait partie de la solution mais ce n'est pas la solution. Mais les taux d'intérêts sont parfois très élevés. Les banques de microcrédits ne font pas de bénéfices car ils font de plus en plus de micro crédits...

Développement durable : conseil des pays pour qu'ils développent leurs ressources ? Comment conseiller les pays en pensant au développement durable ?

Trouver des arrangements et des modalités pour arriver à des objectifs avec des arguments théoriques et économiques. Exemple, cela ne sert à rien pour la Chine d'importer du ciment...

Voir l'IDRI (Institut Diplomatique et des relations internationales)

Travail sur le lien entre pratique agricole, pauvreté et environnement... quel est le bon environnement qui donne la bonne production... la préoccupation environnementale n'a pas la même place ici et là-bas.

Le développement durable est plus que l'environnement c'est aussi le respect des générations, la santé, l'éducation,...

En Tanzanie, les chinois ont construit une usine. Quand ils sont partis, l'usine s'est écrasée, car il n'y avait personne sur place qui avait été formé.